



La métropole en enquête : action collective et circulation des savoirs dans les réseaux contestataires de l'aménagement urbain

Lucile Garnier

Architecte et docteure en Urbanisme, chercheuse associée au laboratoire AAU (UMR 1563),
ensa Nantes, Nantes, France

Correspondence: Lucile Garnier (lucile.garnier@crenau.archi.fr)

Received: 25 November 2024 – Revised: 25 July 2025 – Accepted: 26 August 2025 – Published: 18 January 2026

Résumé. Urban project opposition movements have proliferated in recent decades. The recent emergence of the term « metropolis » in common French discourse has contributed to networking these experiences and formalizing spaces for the circulation and sharing of knowledge among contesting actors, according to specific collective learning processes. In this article, we observe that the notions of « metropolis » and « metropolization », due to their complexity and their capacity to encompass diverse urban issues, drive actors seeking to understand them to engage in investigative approaches, following a logical analysis from disturbances to the formation of public problems. However, we will also demonstrate how these processes tend to become elements of the contemporary repertoire, as they are employed to describe epistemic practices formalized by actors as modes of action, structuring the organization of groups. This article aims to describe these activities through a multi-sited investigation, comparing Grenoble-based collectives mobilized and gathered around this scale.

1 Introduction

Comment la ville naît au public ? s'interrogeaient, il y a plus de 20 ans, Claudette Lafaye et Daniel Cefaï, en retraçant les lieux-moments de mobilisation d'une association de quartier dans le nord-est parisien (Cefaï et Lafaye, 2001). La question de la fabrique urbaine, entendue comme toutes les « activités intentionnelles de transformation spatiale »¹ (Devisme, 2014 :113), ne cesse de se poser depuis lors comme un problème pour des groupes engagés contre ses effets délétères sur l'environnement et les équilibres sociospatiaux – ciblant tantôt l'étalement urbain, la densification, l'embourgeoisement de certains quartiers centraux,

la pollution, l'uniformisation des milieux de vie ou encore l'opacité des processus de décision. La cause de ces problèmes est plus récemment imputée au processus de métropolisation et aux Métropoles² (Halbert et al., 2021 ; Pinson et Luce, 2023 ; Garnier, 2024). Nous pouvons clarifier ces termes en considérant trois de leurs acceptions. Dans son sens institutionnel, la Métropole renvoie à la consolidation progressive des instances métropolitaines auxquelles sont transférées des compétences stratégiques comme l'aménagement, au détriment des niveaux infra-territoriaux. Renforcées en France depuis l'adoption de la loi de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) en 2014, les Métropoles suscitent une critique récurrente sur leur déficit démocratique³ (Desage et Guéranger, 2011). Cette dimension est souvent confondue

1. Laurent Devisme décline cette proposition selon trois observables : « la régulation et le cadrage des activités, l'anticipation et la controverse » (Devisme, 2014 :113), permettant à la fois d'intégrer « usines et manufactures, production de standards et production de spécificités, références circulantes et cultures professionnelles situées ». Ce terme nous apparaît englobant pour discuter à la fois des dynamiques mondialisées de « production de l'espace » (Lefebvre, 1974) et des déterminants plus spécifiques aux contextes étudiés.

2. La majuscule est employée ici pour distinguer les institutions métropolitaines.

3. Considérées comme trop éloignées des préoccupations des habitant·es, dont les conseiller·ères sont désigné·es de manière indirecte par les conseils municipaux, dans des assemblées où priment parfois la cogestion au détriment de débats politiques.

avec le processus de métropolisation, entendu dans un second sens comme un processus propre aux grandes villes compétitives et attractives à l'échelle nationale et internationale, promu par des discours institutionnels et résumé par l'acronyme CAME (Bouba-Olga et Grossetti, 2018) – pour Compétitivité, Attractivité, Métropolisation et Excellence. Cette vision valorise des projets de développement via des agendas néolibéraux (Pinson, 2020), dont la logique de concurrence réalisée au détriment des classes populaires et des équilibres environnementaux est particulièrement ciblée. Dans un troisième temps, la métropole peut être assimilée au phénomène d'urbanisation, désignant plus communément la ville ou l'agglomération urbaine. Ce sens est fréquemment mobilisé de manière implicite par les acteurs rencontrés, pour qui la métropole renvoie à la ville dans sa matérialité et son mode de vie, s'accompagnant parfois d'un sentiment anti-urbain marqué. Ainsi, les termes de métropole – avec ou sans majuscule – et de métropolisation, renvoient de manière souvent ambiguë à trois réalités distinctes : une forme institutionnelle spécifique au contexte français, un processus géographique inscrit au capitalisme globalisé ou un territoire urbanisé.

On peut supposer que l'émergence récente de ces institutions provoque des « troubles »⁴ (Dewey, [1938] 1993) pour des collectifs d'acteurs non institutionnels mobilisés contre les différents maux de la ville. Considérant les mobilisations comme des processus, l'observation en actes permet de contribuer à une réflexion sur les mobilisations urbaines contemporaines. Dans ce cadre, le sujet de l'article rend compte de la construction d'une expertise militante depuis et autour du fait métropolitain au sens large. L'activité d'enquête semble y tenir un rôle central. S'appuyant sur une observation participante menée à Grenoble entre 2021 et 2023 auprès de groupes rassemblés pour comprendre et s'opposer aux logiques d'aménagement portés par la Métropole Grenoble-Alpes, nous montrerons comment l'enquête y devient un outil et un mode d'action particulier de cette (contre-)expertise. Dans une première partie, l'article revient sur des cadrages fondamentaux, précisant d'une part l'utilité de recourir à la théorie de l'enquête telle qu'elle a été forgée par le pragmatisme pour analyser le cheminement des acteurs, et d'autre part de revenir à la riche histoire des enquêtes militantes menées dans des luttes urbaines antérieures. Dans un second temps, je retracerai le parcours d'enquête du collectif mobilisé, en revenant sur les étapes de leur investigation. Enfin, une troisième partie permettra de rendre compte de la façon dont ces espaces de recherche et de diffusion s'apparentent à des plateformes d'autoformation par la mise en récit et la circulation des acteurs et de leur expertise.

4. Une déstabilisation, conçue comme une opportunité ou un obstacle.

2 L'action collective en son milieu, le cas de la métropole grenobloise

Si la géographie sociale (Massey, 1984) et la sociologie marxiste (Lefebvre, 2000) ont depuis longtemps abordé le spatial comme un produit social, l'ancrage spatial des mouvements sociaux a été plus fermement saisi depuis les années 2000 (Auyero, 2005; Merklen et Pleyers, 2011), qu'il s'agisse des formes d'appropriation spatiales dans les répertoires d'actions collective des mouvements contemporains (Ripoll, 2005), de l'apparition du mouvement des places (Combes et al., 2016) ou des gilets jaunes œuvrant à de nouveaux éclairages (cf. collectif Jaune Vif; Ravelli, 2020). Les mobilisations de proximité sont depuis lors considérées comme productrices de territoires et de territorialités (Melé, 2013) et l'écologie de ces « mobilisations écologiques » (Comby et Dubuisson-Quellier, 2023) redessine les relations des sociétés avec leur environnement (Comby et Dubuisson-Quellier, 2023). En ce sens, la mise en valeur des controverses spatiales (Lussault, 2001) peut mener à une montée en expertise des groupes, nécessitant de comprendre les processus et les relations qui sous-tendent une telle activité. Dans la veine des géographes, la philosophie de John Dewey identifie les ressources permettant de considérer le territoire autrement que comme un décor de fond en les abordant dans le cours de l'action.

2.1 Théorie de l'enquête et investigations collectives dans la fabrique de la ville

John Dewey considère l'environnement de tout être vivant – ou milieu de vie – comme un champ d'expérience coproduit (Gaudin, 2022) dans lequel l'enquête joue un rôle central (Dewey, [1938] 1993). Soucieux de concevoir un continuum entre démarche scientifique expérimentale et activités pratiques ordinaires des individus (certains considérant que l'activité de recherche revient à réaliser des enquêtes sur des enquêtes), il associe l'enquête à des opérations de perception, de sélection et de modification du milieu inhérentes au fait de dépasser des situations d'indéterminations constantes, un « trouble ». Ce processus de stabilisation progressive est interprété par Joëlle Zask comme une activité d'« interobjectivation » dans laquelle les acteurs organisent des données « par inférence et généralisation » (Zask, 2004 :3) dans un milieu perçu afin d'arrêter la définition d'un objet ou d'une situation. Cette logique comprend plusieurs étapes : l'identification de situations indéterminées en problèmes, l'élaboration de suggestions en hypothèses afin d'expérimenter leurs résolutions, la confrontation de ces hypothèses dans un raisonnement et la caractérisation de solutions (Serrano-Zamora, 2019). L'action collective ainsi permise ouvre à de nouvelles situations indéterminées, les conséquences de ce processus ne pouvant être confirmées que par le travail de terrain et dans la continuité de l'enquête. C'est ce qui nourrit la sociologie de l'action collective et des problèmes publics

à partir des années 1990 en France (Cefaï et Terzi, 2012; Cefaï, 2016; Cefaï et al., 2019), considérant le public comme « dynamique collective d'association et de discussion, d'enquête et d'expérimentation qui se déploie corrélativement à la formation de l'expérience d'un problème public » (Cefaï et al., 2019 :5).

Ces enquêtes sont parfois envisagées comme des processus politiques structurés et ouverts. Des exemples historiques, comme les enquêtes ouvrières des XIX^e et XX^e siècles (Geerkens et al., 2019) réactualisées après mai 1968⁵, sont formulés comme des outils de lutte au service d'un projet révolutionnaire. Elles relèvent plus largement de l'éducation populaire qui, dans son acception militante (Poujol, 2005)⁶, s'affirme dans le vocabulaire et les pratiques des mouvements sociaux depuis les années 1990 (Besse et al., 2016). Ces activités visent la réappropriation des savoirs par des cadres d'apprentissages collectifs, participatifs et horizontaux orientés vers l'émancipation des individus par la prise de conscience critique des phénomènes sociaux. Aspirant à la mise en œuvre d'une démocratie directe, des mouvements mobilisés depuis leur cadre de vie et pour le Droit à la Ville (Lefebvre, 1968) y ont recours à partir des années 1960, tels les groupes d'action municipale nés à Grenoble en 1963⁷ ou les ateliers populaires d'urbanisme de Roubaix (Cossart et Talpin, 2015). Les revendications et les formations se réalisent par l'engagement de professionnel :les militant :es (architectes, urbanistes, sociologues, etc.) et ces expériences serviront d'exemples pour des mobilisations plus récentes, alimentés par le *community organizing* (Alinsky, 1971; Roux, 2016) ou des pra-

tiques d'*empowerment* (Bacqué et Biewener, 2013). Réduire l'écart entre expert :es et habitant :es est un enjeu important de ces espaces, qui favorisent la participation à des projets de recherche-action participatifs ou militent pour la reconnaissance de la légitimité de l'expertise d'usage et des savoirs citoyens (Deboulet et Nez, 2013). Depuis les dernières élections municipales en France, ce sont aussi des collectifs inspirés par les courants municipalistes ou communalistes, périmétrés autour de la ville et des communs, qui animent des espaces d'autoformation et méthodologiques comme des « promesses politiques » (Dau et al., 2021), pouvant être parfois dirigées vers la réappropriation de l'échelon municipal. Il semble que la question de l'enquête et des apprentissages collectifs soit aussi prégnante au sein des collectifs d'acteur :ices qui s'organisent autour d'un problème métropolitain, favorisant la montée d'une nouvelle expertise militante sur le fait urbain. Leurs activités offrent également l'opportunité de considérer les liens de réciprocité existant entre les caractéristiques d'un environnement et les perceptions de ce dernier. Je reviendrai dans la partie suivante sur les enjeux posés par le cadrage métropolitain pour les acteur :ices des mobilisations urbaines et sur la présentation du cas d'étude observé à Grenoble.

2.2 Une enquête ethnographique au sein d'une coalition de collectifs opposés à Grenoble-Alpes Métropole

Métropole et métropolisation semblent désormais constituer de nouvelles cibles pour les acteur :es des luttes urbaines en France. Certain :es auteur :es s'emploient à qualifier les métropoles de « nouveau totem conflictuel » (Aguilera, 2021 :217) quand d'autres s'interrogent sur la possible émergence de mouvements sociaux urbains spécifiquement métropolitains (Halbert et al., 2021). Dans le même temps, les oppositions aux projets d'aménagements qu'elles coordonnent se multiplient, qu'elles soient animées par des groupes parfois hâtivement qualifiés de NIMBY⁸ (Trom, 1999) ou par des mobilisations centrées sur les « grands projets inutiles et imposés » (GPII). C'est le cas du collectif LUCSE (Lutte pour un Usage Collectif et Solidaire des Espaces) à Grenoble qui naît en 2021 de la réunion de plusieurs groupes⁹ (cf. Fig. 1). Dans un premier temps, il a pris pour cible l'établissement public foncier local du Dau-

5. « Le rôle politique de l'enquête », *Les Cahiers de Mai*, no. 22, juillet 1970.

6. Au-delà des effets de normalisation, certain :es considèrent que « la plupart des discours militants contemporains invoquant l'éducation populaire entendent rompre avec l'idée qu'il suffit de se réclamer de cette notion pour en relever de fait : seules les pratiques justifieraient cette appellation, et en particulier les pratiques d'éducation ouvertement politique » (Besse et al., 2016 :113).

7. Les GAM sont considérés comme une des premières réactions organisées face à l'urbanisme fonctionnaliste dans les années 1960 et accompagnent la montée en puissance des mouvements urbains dans ces années. Ils voient le jour à Grenoble en 1963. Ils sont animés par des militant :es appartenant plutôt aux catégories sociales supérieures – professeur :es, ingénieur :es, professions libérales – proches de l'éducation populaire, de la gauche chrétienne, des syndicats ou des unions de quartier. Ils sont soutenus et formés à la gestion des affaires municipales par l'Association pour la démocratie locale et sociale (ADELS). Les GAM s'investissent dans la formation de citoyen :nes-habitant :es à partir des problèmes concrets de la vie quotidienne et dénoncent le monopole du pouvoir des élites locales dans la politique municipale. Ils participent à définir le quartier comme un nouvel échelon de décision et mettent en place un système de représentation démocratique à cette échelle. Les GAM se définissent comme des syndicats du cadre de vie et échappent en cela aux formations politiques traditionnelles de l'époque.

8. *Not In My Back Yard*, acronyme anglais pouvant être traduit par l'expression « pas dans mon jardin ».

9. Le *Chantier*, squat d'un jardin à Fontaine organisant une matériauthèque, un jardin collectif et des repas partagés; les *Jardins de la Buisserate*, mobilisation contre la destruction de jardins ouvriers à Saint-Martin-le-Vinoux par une opération de logements publics et privés; l'occupation des *Volets verts* par l'association Droit au logement 38, pour revendiquer le relogement de familles sans abris et s'opposer à la gentrification du quartier de l'Abbaye; les artistes du collectif *Dispel* menacés d'expulsion des locaux qu'ils occupent en squat à Saint-Martin-le-Vinoux; ainsi que des membres de l'inter-squat.

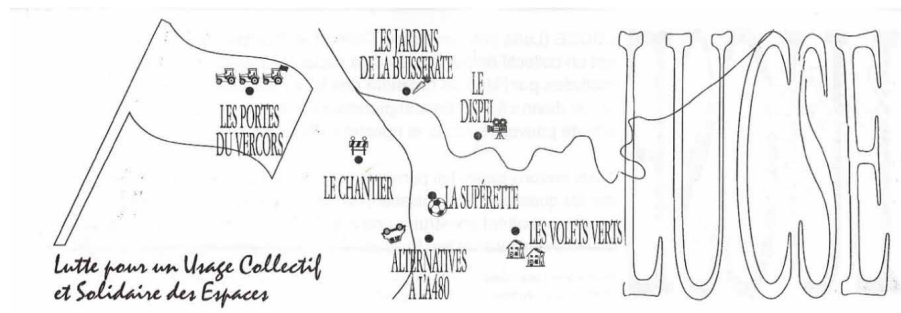


Figure 1. Carte disposée au recto du premier tract du collectif LUCSE. Source : LUCSE (2021a).

phiné (EPFL), puis, la « Métro »¹⁰, visant ainsi la « montée en généralité » des expériences localisées de conflit de ses membres. Marqués par plusieurs expériences fortes en 2020, les membres principaux se rencontrent en prenant part conjointement à plusieurs luttes locales, notamment contre la construction du centre commercial Neypric à Saint-Martin-d'Hères ou contre l'agrandissement de l'autoroute A480 à Grenoble. La plupart se sont aussi investis dans le collectif Avenir des Terres, mobilisé contre la destruction des Jardins de la Buisserate¹¹ par un projet immobilier au nord de la presqu'île scientifique (cf. Fig. 1). Cette expérience est notable pour les personnes enquêtées : l'occupation du jardin, les activités qui s'y sont déroulées, ainsi que la mixité entre habitant·es et militant·es qu'elle a rendu possible, incarnent un idéal d'engagement collectif, brutalement interrompu par leur expulsion et l'expérience de la répression policière. Le retour sur la scène grenobloise au début de l'année 2021 de militant·es contraint·es de se mettre à distance de la vie militante locale, coïncide avec la menace d'expulsion du jardin occupé Le Chantier (Fontaine) et de l'atelier du collectif d'artistes Dispel (Saint-Martin-le-Vinoux). Parallèlement, l'ancienne cité ouvrière des Volets verts est occupée par l'association Droit au logement (Grenoble) et les premières réunions sur le conventionnement du centre social Le 38 avec la Ville de Grenoble ont lieu. La volonté de former un collectif mobilisé contre « l'urbanisation agressive » naît de l'idée que tous ces acteur·ices sont confronté·es à un même opérateur public, propriétaire des différents lieux occupés, l'établissement public foncier local du Dauphiné (EPFL). Émerge alors l'opportunité de se mobiliser contre un ennemi commun mais surtout de se questionner sur la nature de cet organisme. Les membres du Chantier sont à l'origine d'une première réunion avec les représentant·es de ces différents collectifs et des membres de l'inter-squat, invitant ces différents groupes en précisant : « des logiques similaires sont à l'œuvre (expulsion, déplace-

ment, destruction, reconstruction) impliquant dans des configurations diverses Villes, Préfecture, EPFL et Métropole »¹². Il s'agit de profiter pour « lancer une réflexion collective, créer un rapport de force et comprendre les logiques de l'EPFL »¹³.

Les groupes représentés initialement dans le collectif sont tous mobilisés localement pour la création d'alternatives et/ou en opposition à un projet mettant en péril un lieu estimé, transformé en espace à défendre. Dans les deux cas, les groupes recourent majoritairement à l'occupation d'un espace pour y parvenir. À distance des formations politiques traditionnelles comme les partis ou les syndicats, ils entretiennent des liens avec l'« inter-squat » et sont pour la plupart proches du centre social occupé et autogéré le 38¹⁴, où se déroulent les réunions du collectif et dans lequel certains membres sont engagés de manière active. Si les collectifs rassemblés s'engagent tous de manière localisée, c'est par des sensibilités plus ou moins saillantes envers des thématiques telles que l'écologie – via la question de la préservation des terres naturelles et agricoles, des mobilités, du cadre de vie, etc. –, des alternatives contre-culturelles ou encore les questions sociales – gentrification, logement social, sans-abrisme, etc. Les groupes représentés ont en commun un attachement aux formes de démocratie directe au sein de leur organisation, traduit par l'utilisation systématique de méthodes de facilitation pour le partage de la parole en réunion ou une préoccupation à la juste répartition des tâches et des positions de pouvoir.

Il convient de souligner le caractère mouvant du public qui compose le collectif LUCSE. Structuré autour d'un noyau

12. Extrait de mail d'invitation aux réunions « Espaces en lutte » envoyé par les membres du *Chantier* le 10 février 2021.

13. Notes de carnet de terrain, réunion EPFL du 27 février 2021 au 38.

14. Ancien squat d'une école du quartier Berriat Saint-Bruno de Grenoble qui organise depuis 2015 un espace autogéré dans lequel sont organisées des activités comme un magasin gratuit, l'accès à une cuisine pour les cantines militantes, des cours de sports en non-mixité, une bibliothèque, un atelier de réparation de vélo, etc. Le lieu a été conventionné avec la mairie de Grenoble en 2022 via la signature d'un bail emphytéotique de 40 ans.

10. Abréviation de Grenoble-Alpes Métropole utilisée à la fois par l'administration locale et par les habitant·es.

11. Ce groupe s'oppose à une opération immobilière en occupant et en cultivant une parcelle en friche sur laquelle s'expérimente un jardin collectif jusqu'en novembre 2020.

dur oscillant de 15 à 5 militant :es âgé :es de 25 à 40 ans, dont le nombre varie au fil du temps en fonction des départs et des arrivées, des menaces qui pèsent sur les groupes représentés, de leurs agendas, etc. Sur le plan des trajectoires sociales, les membres ne se présentent pas nécessairement comme des experts ou détenteurs d'un capital scolaire élevé¹⁵. Certains d'entre eux sont engagés dans des reconversions professionnelles, notamment dans des filières artisanales ou paysannes, occupent des emplois précaires dans l'éducation nationale ou le secteur médico-social, ou sont sans emplois. L'ensemble des membres s'identifie à une culture politique libertaire et à des modes de vie alternatifs, ce qui constitue un ressort important de l'engagement, comme c'est le cas pour Lucas, Céleste, Maël, Joanne ou Diane, principaux individus actifs et membres de longue date. Autour de ce noyau s'articule un cercle élargi d'une vingtaine de sympathisant :es s'engageant de manière intermittente, le plus souvent à l'occasion de discussions « semi-publiques » – week-ends de réflexion, réunions élargies, *Rendez-Vous* de LUCSE, etc. Composé de proches – ami :es, colocataires, etc. – et de membres d'organisations amies, il s'agit aussi de personnes plus dotées scolairement ou culturellement – architectes, urbanistes, doctorant :es, etc. –, recrutées pour leur expertise ou par proximité idéologique. Enfin, les événements publics médiatisés organisés par le collectif (conférences, expositions, tables rondes, discussions avec des auteur :es, etc.) – pouvant parfois rassembler une centaine de personnes – permettent de rallier un public plus large et hétérogène, parmi lequel des enseignant :es du supérieur, des artistes, des étudiant :es, ou des membres d'organisations militantes plus diverses (militant :es de luttes des quartiers populaires, d'organisations environnementales, d'associations de communes périurbaines, etc.). Si ces participant :es ne s'impliquent pas dans les activités quotidiennes du groupe, leur présence témoigne de la capacité de LUCSE à toucher un public au croisement de mondes militants, académiques et culturels.

L'enquête, réalisée dans le cadre d'une recherche doctorale en urbanisme, s'appuie sur une observation participante qui me permet d'assister à la diversité de ces espaces d'organisation – réunions internes, semi-publiques et événements médiatiques. Cette démarche où le :la chercheur :e « sort de son bureau, se mêle à la vie ordinaire et intervient dans le concert des rôles sociaux pour obtenir les éléments d'un savoir qu'il rapporte à ses lecteurs » (Peneff, 2020) implique de « chercher à faire fonctionner ensemble, sur le terrain, l'observation, qui implique une certaine distance, et la participation, qui suppose au contraire une immersion du chercheur dans la population qu'il étudie » (Lapassade, 2002 :377–378). Georges Lapassade en propose des nuances qui rejoignent les différentes facettes de mon en-

gagement sur le terrain. Lors de certaines scènes en public (réunions publiques, conférences, etc.), j'ai maintenu un rôle de participation observante, ne dissimulant pas mes activités d'enquête tout en cantonnant mon activité à l'observation. Dans le cadre des réunions internes du groupe, l'observation participante « périphérique » a permis de faire une place à un certain degré d'implication est [rendu] nécessaire, indispensable pour qui veut saisir de l'intérieur les activités des gens, leur vision du monde » (Lapassade, 2002 :379) tout en n'assumant pas de rôle actif dans la situation étudiée. Lors de manifestations ou d'événements faisant advenir des activités pratiques, mon rôle a pu aller jusqu'à l'observation participante « active » permettant de « participer aux activités comme un membre, tout en maintenant une certaine distance » (Lapassade, 2002 :379). Mon appartenance à l'un des groupes représentés initialement au sein de LUCSE a facilité mon entrée sur le terrain, qui s'est faite via des liens d'interconnaissances. Tel a été le cas lorsqu'une des membres de l'organisation à laquelle j'appartiens me propose de rejoindre les premières réunions du collectif, mettant ainsi en pratique l'une de leurs consignes initiales : aller chercher des « expert :es », comme peut l'y inviter le statut de doctorante en urbanisme. Je me présente aux réunions en ne cachant pas cette double appartenance et en précisant mon intérêt d'y être présente en tant qu'enquêtrice. L'une des limites que je me fixe est de ne pas œuvrer à l'écriture des mots d'ordre et des revendications, et de ne pas participer à la mise en lien des groupes, ne fournissant qu'une aide matérielle et participant aux échanges plus discrètement que d'autres participant :es. Les matériaux de l'enquête sont constitués principalement de notes de carnet de terrain et de récits d'observation, des documents produits par les membres eux-mêmes (compte rendu de réunion, brochure, article de blog, etc.), d'une revue de presse mais aussi d'entretiens menés au fil de l'eau avec des individus clés. La méthodologie ethnographique liée à une installation prolongée sur le terrain a permis d'accéder à des routines, aux modes familiers de l'action des personnes enquêtées et aux transformations de l'action collective dans le temps long. L'enquête a permis d'observer les différentes étapes de structuration du groupe : de son émergence en 2021 sous la forme d'un inter-collectif réunissant plusieurs luttes, à son évolution progressive en une organisation singulière auquel les membres s'identifient, jusqu'à la fin de son activité en 2023 (cf. Tableau 1). Suivant les individus au gré des projets urbains contestés et des actions qu'ils priorisent, il s'agit également d'une enquête multi-située et combinatoire (Dodier et Baszanger, 1997) qui tient compte de la diversité des cas de controverses urbaines dans la métropole grenobloise.

Le cadrage métropolitain s'offre aux personnes mobilisées comme une opportunité cognitive et discursive pour s'organiser et comprendre les problèmes urbains. C'est ce que traduit leur première prise de parole en manifestation le 7 avril 2021, dans laquelle il est précisé : « le collectif LUCSE regroupe des personnes déjà implantées dans des luttes ou pas, moti-

15. Plusieurs d'entre eux sont titulaires d'une licence, notamment en science politique, en biologie ou dans divers champs des sciences humaines et sociales et peu d'entre eux disposent d'un diplôme de niveau master.

Tableau 1. Entretiens et temps-moments d'observation menés auprès du collectif LUCSE entre 2021 et 2023.

Temps-moments d'observation	Dates et durée	Précisions
<i>Entretiens</i>		
Entretiens avec Philippe	12 février 2021 (3h10) et 1 mars 2021 (1 h 30 min)	Fondateur de l'association <i>Vivre à Grenoble</i> , président de l' <i>union de quartier Berriat-Saint-Bruno</i> , membre du <i>DAL-38</i> et candidat de la liste participative <i>La Commune est à Nous !</i> aux élections municipales de 2020.
Entretien avec Gilles	17 mai 2021 (1 h 30 min)	Président de <i>France Nature Environnement Isère</i> (FNE-38), participant à la lutte contre la destruction des <i>Jardins de la Buisserate</i> avec les futurs membres de LUCSE en 2020.
Entretien avec Lucas, Maël et Joanne (LUCSE)	17 mars 2022 (2 h)	Membres actifs et individus fondateurs du collectif LUCSE.
Parcours commenté avec Lucas (LUCSE)	7 juin 2022 (1 h 40 min)	Entretien en marchant sur la ZAC des Portes du Vercors et du métrocâble.
Entretien avec Mickael (centre social le 38)	6 mars 2023 (1 h 20 min)	Membre périphérique du collectif LUCSE.
<i>Réunions internes au collectif LUCSE</i>		
Premières réunions « espaces en luttés »	27 février et 15 mars 2021 (1 à 2 h)	Démarrage de la dynamique collective (tour des situations, échanges et réflexions stratégiques, etc.) avant la formation du collectif LUCSE.
Commission EPFL	6 mars 2021 (3 h), mails et discussions informelles par téléphone avec Philippe	Enquête du collectif sur EPFL (récolte et croisement d'informations, texte de positionnement).
Réunions « ordinaires » du collectif LUCSE	10 réunions, 1 à 2 fois par mois entre avril 2021 et mars 2022 (1 à 3 h)	Organisation des événements, coordination des groupes de travail, rédaction de la brochure, veille et actualité des collectifs, etc.
Réunions « politiques » du collectif LUCSE	2 réunions: 2 juin 2021 et 22–23 octobre 2022 (une seule journée observée)	Week-end ou journées de réflexions sur les orientations stratégiques et politiques du collectif (ateliers, discussions de fond, etc.).
Réunions du groupe de travail Portes du Vercors internes au collectif LUCSE	2 réunions d'enquêtes: 26 avril et 17 mai 2021 (2 à 3 h)	Collecte d'informations, échanges et discussions sur les stratégies à mettre en œuvre.
Assemblées de lutte contre le projet des Portes du Vercors à l'initiative de LUCSE	2 réunions observées: 17 novembre et 1 décembre 2021 (sur 4 réunions organisées entre novembre 2021 et janvier 2022)	Invitation de différents groupes et organisations au montage d'une mobilisation contre le projet de la ZAC des Portes du Vercors et du métrocâble.
<i>Événements publics organisés par LUCSE</i>		
Vélorution contre l'urbanisation agressive	17 avril 2021 (4 h)	En réponse à l'Appel du 17 avril contre la réintoxication du monde.
Occupation Itinérante	30 juin–4 juillet 2021 (observation des différents temps ponctuels organisés)	Semaine avec plusieurs arrêts sur des lieux contestés ou en lutte: <i>Chantier</i> (Fontaine), friche <i>Neyrpic</i> , jardins « <i>Contre-conseil métropolitain</i> », projection d'un film.
Rendez-vous de LUCSE no. 1	25 janvier 2022 (2 h)	Thématique « Voiture en ville » en présence du collectif <i>Dévoiturons Grenoble</i> .

Tableau 1. Suite.

Temps-moments d'observation	Dates et durée	Précisions
<i>Événements publics organisés par LUCSE</i>		
Rendez-vous de LUCSE no. 3	29 mars 2022 (3 h)	Thématique « gentrification »: discussion après une présentation introductive de militants du centre social le 38.
Événement <i>Prenons la ville sans transition</i>	25 février 2023 (7 h)	Journée dédiée à l'histoire des luttes urbaines à Grenoble au Transfo.: exposition, discussion avec l'auteur de <i>Dérive dans la ville créative</i> et table ronde avec des artistes anciens squatters du Brise-Glace.
Événement <i>Prenons les terres</i>	31 mars–9 avril 2023, observation de 2 rendez-vous sur les 7 organisés: table ronde le 7 avril et manifestation contre le projet des Portes du Vercors et du métrocâble le 9 avril.	Événement public: « semaine d'actions et de réflexions contre l'accaparement des terres à Grenoble et alentours » (projection, table ronde, présentation d'ouvrage, discussions, etc.).
<i>Événements publics auxquels participe le collectif LUCSE</i>		
Fête de soutien contre l'expulsion du <i>Chantier</i>	21 mars 2021 (1/2 journée)	Prise de paroles des collectifs, repas, concert et temps convivial.
Crémaillère du collectif ETC	11–12 septembre 2021 (week-end)	Participation des membres de LUCSE au week-end organisé par un collectif d'architecture fondateur du tiers lieu <i>La Place des possibles</i> (Sainte-Eulalie-en-Royans).
Participation du collectif LUCSE au festival <i>Érosions 1</i>	10 octobre 2021 (après-midi)	Présentation de la lutte contre le projet de métrocâble et des Portes du Vercors à une table ronde en présence des collectifs des Lentillères (Dijon) et Reprise de terres.
Manifestation contre Grenoble capitale verte de l'Europe	15 janvier 2022 (après-midi)	Participation des membres de LUCSE à un cortège écologiste anticapitaliste contre l'inauguration de <i>Grenoble capitale verte de l'Europe</i> par le gouvernement.
Manifestation pour le climat et la justice sociale à Grenoble	12 mars 2022 (après-midi)	Participation de LUCSE au cortège et prise de parole à la fin de la manifestation, discussions informelles avec les membres.
Répétition d'une conférence du festival <i>Érosions 2</i>	1 octobre 2022 (après-midi)	Répétition de la conférence « Grenoble, un siècle d'expansion capitaliste sur le vivant » réalisée par des militant:es du centre social le 38, dont un membre de LUCSE.
Participation du collectif au festival <i>Érosions 2</i>	6–16 octobre 2022: 2 soirées de 3 h	Prise de parole des membres de LUCSE lors d'une présentation de la lutte contre le métrocâble le 8 octobre et participation à une table ronde « Les luttes et l'écologie au pouvoir » le 16 octobre.

vées par l'idée de défendre des lieux menacés, de décomposer les rouages de la grande et douloureuse machine urbanisante, et d'acquérir une vision globale des dynamiques en cours dans l'agglomération grenobloise »¹⁶. Si la fabrique urbaine et ses rouges s'imposent aux acteur :ices comme

une énigme à déchiffrer, il convient toutefois d'examiner les manières dont le groupe se positionne en rapprochant leurs engagements avec les différentes conceptualisations scientifiques associées aux notions de métropole et de métropolisation, se déclinant en trois grands registres. Dans un premier temps, il semble que les personnes enquêtées les relient directement au capitalisme urbain. Rejoignant les conclusions de travaux récents (Halbert et al., 2021), les acteur :ices mobilisent des arguments proches des analyses scientifiques

16. LUCSE, « Pour la défense de nos espaces solidaires et collectifs », *Habiter la ville*, avril 2021 [en ligne], <https://lucse.gr/habiter-la-ville-1-pour-la-defense-de-nos-espaces/> (la date du dernier accès : 19 octobre 2024).

de la métropolisation en s'appuyant notamment sur la critique des transformations géographiques de l'accumulation postfordiste – marquées par la concentration des richesses et des fonctions stratégiques dans les grandes villes. Bien que les termes ne soient pas employés comme tels, ces dimensions rejoignent les analyses relatives aux politiques de rééchelonnage (*rescaling*) des interventions de l'État, telles que théorisées par Brenner (2004). Cela s'est révélé manifeste lors de la conférence préparée par un des membres de LUCSE lors d'une édition du festival d'écologie politique Erosions « *Grenoble, un siècle d'expansion capitaliste sur le vivant* »¹⁷. Croisant histoire locale et histoire du capitalisme, l'exposé explicite le processus de métropolisation comme la figure contemporaine du néolibéralisme urbain, un cadrage à partir duquel les actrices rendent intelligibles une diversité de phénomènes : gentrification des espaces centraux et périphériques, développement de *clusters* technologiques et culturels, disparition de lieux alternatifs, démolitions de quartiers populaires, destruction des milieux naturels et des ressources, etc.

En continuité, les actrices s'emparent de ces dimensions pour dénoncer l'apparente dépolitisation des politiques locales. Sans toutefois encore l'explicitier comme tel, cette critique rejoint les conséquences des réformes intercommunales successives, notamment de la loi MAPTAM votée en 2014 faisant des Métropoles – au nombre de 22 en France – une catégorie particulière d'établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Prenant le relais des communes sur un nombre croissant de dossiers, elles sont gouvernées par des institutions dont les fonctionnements sont difficiles à saisir pour le grand public. Faisant l'objet de critiques sur leur fonctionnement démocratique, elles sont perçues comme des structures complexes tenues à des objectifs de compétitivité, d'attractivité ou d'excellence¹⁸, faisant de la transformation du cadre bâti par le projet urbain un nouvel outil de gouvernance (Pinson, 2009). C'est notamment le cas lorsque les membres du LUCSE dénoncent le projet urbain du Métrocâble comme une vitrine de la métropolisation grenobloise (cf. infra). Par ailleurs, ils s'emploient à révéler les enjeux politiques dissimulés derrière l'apparente neutralité technique de certains opérateurs, tels que l'EPFL. Cette volonté d'explicitation politique constitue un moteur central des mobilisations réunies au sein du collectif LUCSE et autour de la brochure *Habiter la ville*, qu'ils considèrent comme un outil visant à « re-politiser » les individus et les institutions, en réinscrivant leur raison d'être dans des rapports de force, des agendas et des dynamiques partisans. Ces enjeux s'inscrivent dans le cadre plus large de la dy-

namique postpolitique telle que conceptualisée par Swynedouw (2009).

Enfin, et parallèlement au caractère contestataire des deux enjeux précédents, la question métropolitaine est plus singulièrement saisie comme une manière pour les actrices de se connecter au territoire et au bassin de vie auquel elles appartiennent. À l'occasion des quelques « Week-end » de réflexion organisés sur plusieurs jours plusieurs fois par an, les membres se saisissent de la portée territoriale du concept pour s'interroger sur « ce que signifie pour [elles :eux] habiter le territoire »¹⁹. Ouvrant des temps réflexifs et philosophiques sur la portée sensible de leurs actions, relevant de leur rapport aux habitantes de l'agglomération, l'animation d'un réseau étendu dans la région ou de leur légitimité ou de leur sentiment d'appartenance, cette dimension rejoint les travaux sur la productivité des conflits en matière de « territorialité réflexive » (Melé, 2012).

La nouveauté relative de la circulation de ces notions, ainsi que leur niveau de complexité, supposent que leur intégration à un discours critique se fasse au prix d'opérations de cadrage, d'expériences de mise en partage ou d'ajustements entre groupes, dans lesquels l'activité d'enquête joue un rôle central. En s'intéressant à la manière dont les mobilisations urbaines contemporaines s'emparent du fait métropolitain, le présent article examine les pratiques collectives qui, saisies comme des processus, permettent la construction progressive d'une expertise militante sur le fait urbain.

3 La Métropole en enquête, trajectoire d'investigation du collectif LUCSE au rythme des conflits

Sur les deux ans d'observation, l'enquête du collectif s'est structurée autour de trois moments clés : la réunion des parties prenantes autour du problème « EPFL » puis « Métro », la formalisation des premières actions en public et le resserrement du collectif sur un cas concret de mobilisation, et enfin l'organisation de rencontres publiques à visée réflexive théorique ou critique de plus grande envergure. Ces moments ne sont pas étanches mais marquent des tournants qui impliquent des hypothèses et des expérimentations permettant au groupe de réorienter ses actions en conséquence. Ces tournants ont été actés lors de temps réflexifs comme les « week-ends de LUCSE » organisés une à deux fois par an.

3.1 Comprendre pour agir : du problème à la communauté de méthode

Les collectifs réunis se regroupent autour de l'EPFL du Dauphiné, contre lequel ils se sont initialement mobilisés isolément. Leur association semble déterminée par la distance les séparant des mondes institutionnels, le problème sur-

17. Répétition de la conférence « *Grenoble, un siècle d'expansion capitaliste sur le vivant* » réalisée par deux militantes du centre social le 38, dont un membre de LUCSE, dans le cadre du festival Erosions, au centre social le 38 le 1 octobre 2022.

18. La mythologie CAME pour Compétitivité, Attractivité, Métropolisation, Excellence (Bouba-Olga et Grossetti, 2018).

19. Titre d'un des ateliers du Week-end de LUCSE qui s'est tenu au centre social le 38 les 22 et 23 octobre 2022.

nant notamment d'un blocage et d'un manque de légitimité des acteurs mobilisés face aux affaires urbanistiques, qu'ils peinent à situer et à saisir – au sens de comprendre et de trouver des prises pour l'action.

Une dizaine de militants, provenant des différents collectifs, participent aux premières réunions, qui sont avant tout l'occasion de partager les situations vécues et de dresser un état des lieux. L'EPFL est tantôt un adversaire en justice (pour les *Volets verts*, le collectif *Avenir des terres*, le *Chantier*), tantôt un acteur ouvert à la négociation (pour le 38, le *Dispel*, le *Chantier*), parfois les deux. Ces temps permettent de mutualiser les informations recueillies par chacun des collectifs et d'oraliser leur compréhension des logiques auxquelles tous sont soumis. Les groupes témoignent de leurs efforts pour comprendre les jeux d'acteurs. Les artistes du *Dispel* décrivent notamment leurs difficultés rencontrées pour comprendre la répartition des responsabilités entre les différents interlocuteurs : « La Métro joue à la patate chaude avec la Ville »²⁰, et rappelant par la même occasion : « On a mis beaucoup de temps à essayer de comprendre qui était qui, à démêler les institutions et les jeux politiques, c'était un peu le royaume du flou » (Notes de carnet de terrain des propos des membres du *Dispel*, réunion EPFL du 27 février 2021 au 38).

Ces réunions formalisent la poursuite de l'enquête en actant la création de la « commission EPFL », un sous-groupe de travail chargé d'approfondir l'investigation sur l'opérateur, en réunissant les différents « experts » mobilisés. C'est le cas de Philippe, militant cumulant plusieurs casquettes²¹, et de Laurène, urbaniste de formation et proche du *Chantier*, ayant travaillé dans un EPFL d'une autre région. Philippe livre des propos de cadrage et alimente les échanges en témoignant des projets urbains de l'agglomération contre lesquels il faudrait s'opposer en priorité. Il apporte les premiers éclairages concrets sur l'acteur ciblé : « L'EPFL, c'est un organisme piloté par des élus de la Métro pour permettre un portage foncier des opérations immobilières. C'est l'œuvre d'un transfert de compétences avec les mairies. Pas une entité politique mais des techniciens. Ce sont des interlocuteurs assez nuls en fait, il faut s'adresser au niveau du CA pour avoir des informations pertinentes »²². Il précise que l'EPFL est, comme d'autres sociétés d'économie mixte (SEM), l'endroit d'une cristallisation des conflits politiques entretenus plus largement au sein du conseil métropolitain²³. Laurène

expose avec précision les statuts de cet opérateur, mais également sa dépendance aux décisions politiques et stratégiques prises en conseil métropolitain, et les faibles marges de manœuvre qui en découlent. La commission permet l'écriture d'un texte à destination du premier numéro de la brochure *Habiter la Ville*. Travaillé principalement par ces deux individus, le texte sera reçu avec réserves par le reste des membres qui souhaitent y lire plus d'éléments permettant de décrypter les stratégies politiques de l'organisme.

La commission EPFL est chevillée à un projet de publication travaillé dans la « commission brochure ». Cette brochure est centrale pour le collectif : conçue pour restituer les enquêtes menées en sous-groupe, elle sert également pour « parler [des] luttes actuelles [et] présenter les différents lieux et collectifs menacés d'expulsion »²⁴ en compilant des textes commandés à plusieurs collectifs opposés à d'autres projets urbains de l'agglomération. Elle leur permet de s'annoncer et de se positionner puisqu'elle devient nécessaire à l'organisation des premiers temps revendicatifs à l'occasion desquels elle sera distribuée et lue publiquement. Le groupe s'emploie simultanément à imaginer l'organisation de plusieurs actions : vélorution, occupation de la Métro, action symbolique devant les bureaux de l'EPFL, etc. Tous ces chantiers sont reliés : l'enquête sur l'EPFL menée au sein de la commission dédiée donne lieu à l'écriture d'un texte de cadrage alimentant la brochure, elle-même nécessaire à l'organisation de la vélorution organisée en avril 2021²⁵. L'écriture d'une seconde édition de la brochure portant plus spécifique-

gauches se fracasse sur la métropole », *Le Monde*, 22 juillet 2020 [en ligne], https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/07/22/a-grenoble-l-union-des-gauches-se-fracasse-sur-la-metropole_6046975_823448.html (la date du dernier accès : 21 octobre 2024).

24. Extrait du compte rendu de réunion du 25 novembre 2021 envoyé à la liste mail de LUCSE par Lucas.

25. Les différents « appels » lancés les 17 juin et 17 novembre 2020 et les 17 avril et 17 septembre 2021 sont l'œuvre d'une coordination de groupes et d'organisations signataires réunis sous le nom Agir17. Lancés à la suite de la pandémie de Covid-19, ces appels visent « une première série d'actions, blocages, rassemblements, occupations » et à « trouver un élan pour des initiatives d'actions coordonnées » répondant à des enjeux de visibilité et d'impact, en insistant notamment sur l'arrêt de l'économie et la sortie du confinement. Ces appels ont été à l'origine de nombreuses mobilisations sur le territoire national et ont servi, à Nantes comme à Grenoble, de prétexte à l'organisation d'événements protestataires multiples en lien avec la lutte contre la destruction du vivant, notamment par les membres des luttes contre la métropole, la métropolisation et ses projets. La liste des signataires du premier appel a été diffusé dans la revue *Terrestres* (Collectif, « 17 septembre – Agir contre la réintoxication du monde », *Terrestres*, mis en ligne le 7 juillet 2021 [en ligne], <https://www.terrestres.org/2021/07/07/17-septembre-agir-contre-la-reintoxication-du-monde-2/>, la date du dernier accès : 27 septembre 2024) et sur le site Agir17 (« 17 avril 2021 – Nouvel appel à agir contre la réintoxication du monde », *Agir contre la réintoxication du monde*, mis en ligne le 21 février 2021 [en ligne], <https://agir17.noblogs.org/post/2021/02/21/17-avril-2021-nouvel->

20. Notes de carnet de terrain des propos des membres du *Dispel*, réunion EPFL du 27 février 2021 au 38.

21. Architecte, ancien candidat d'une liste citoyenne d'opposition à la mairie de Grenoble, président de l'union de quartier Berriat Saint-Bruno, membre de Droit au logement (DAL) et fondateur d'une association de veille et d'opposition juridique aux projets urbains à Grenoble.

22. Notes de carnet de terrain des propos de Philippe lors de la réunion EPFL du 27 février 2021 au 38.

23. Notamment depuis le conflit ouvert sur la présidence la Métro à l'été 2020 : Benoit Pavan, « À Grenoble, l'union des

ment sur la « Métro » et son fonctionnement rend compte des réorientations de l'enquête.

3.2 De la théorie à la pratique

Le collectif poursuit sa trajectoire de mobilisation et d'investigation après son officialisation au printemps 2021. À la suite de l'organisation d'une grande semaine d'*Occupation itinérante* en juin de la même année²⁶, les acteurs décident de lancer les *Rendez-vous de LUCSE*, un cycle de discussion mensuel ainsi défini :

[Les *Rendez-vous de LUCSE* sont] des moments réguliers pour discuter collectivement de fond politique. Parler notamment de ce que ça signifie pour nous habiter la ville, lutter pour un territoire plus solidaire, lutter pour la préservation des terres en ville, construire des alternatives face aux logiques métropolitaines... Les sujets peuvent être nombreux et abordés sous différentes formes. Partir d'un film, de textes, d'interventions de collectifs ou de personnes... Alternier ces moments dans des lieux militants et dans des quartiers où nous avons moins l'habitude de nous retrouver... ; pour échanger avec les personnes de LUCSE mais aussi avec tous :tes celles et ceux qui le souhaitent.²⁷

Ces rendez-vous se déroulent entre novembre 2021 et avril 2022 et apparaissent comme des moments d'une grande enquête collective sur les logiques d'urbanisation, où la question métropolitaine est abordée comme toile de fond. En effet, le dispositif permet d'aborder une somme de thématiques²⁸ en réunissant des groupes et organisations militantes jugées expertes sur chacune d'entre elles. Considérés comme des temps expérimentaux ouverts aux erreurs et aux tâtonnements, la dimension « semi-publique »²⁹ de ces événements permet de ne pas trop engager les membres. Cette dimension est une condition leur permettant d'aborder des thèmes sur lesquels ils souhaitent se former et se positionner. Là encore, ils offrent l'occasion de se mettre en lien avec des groupes avec lesquels ils n'ont pas l'habitude de s'organiser,

appel-a-agir-contre-la-reintoxication-du, la date du dernier accès : 27 septembre 2024).

26. Manifestation organisée sur une semaine du 29 juin au 5 juillet 2021 en différentes étapes et événements se déroulant sur les différents lieux de résistance à l'échelle de la métropole.

27. Extrait du compte rendu de réunion du 25 novembre 2021 envoyé à la liste mail de LUCSE par Lucas.

28. L'ambition du collectif est de traiter une liste de sujets recouvrant initialement des thématiques telles que l'agriculture et l'alimentation, les transports, le logement, les manières de lutter avec les habitants :es, le biorégionalisme, l'écologie radicale, le soin communautaire, la ville non sexiste ou encore les syndicats de quartier.

29. Les invitations à ces rendez-vous sont dirigées vers des groupes et individus connus et choisis – dans le milieu militant et en fonction des thématiques –, le collectif ne se considérant pas assez assuré pour en faire une plus large publicité.

comme le collectif *Dévoiturons Grenoble* invité à la première séance³⁰. Ces derniers, selon les thématiques, sont invités à exposer un propos analytique ou théorique, comme le font deux militants :es du centre social le 38 dans le cadre d'un exposé sur la gentrification³¹ à l'occasion duquel ils articulent les réalités vécues dans le quartier Berriat Saint-Bruno avec des références savantes. Ces derniers offrent une autre figure d'expertise, parce qu'ils ont une trajectoire longue dans des « milieux qualifiés comme très radicaux » pour l'un³², ou parce qu'ils nourrissent leur engagement d'une trajectoire académique pour l'autre³³. Si ces personnes ne font pas partie du « noyau » de personnes mobilisées dans le quotidien du collectif, elles participent plus aisément à des temps réflexifs ou des rencontres publiques permettant d'aborder des sujets de fond.

Les rendez-vous de LUCSE s'arrêtent dans le cours de l'année 2022 lorsque le collectif s'engage contre un projet urbain, le projet du métrocâble. Notons que le collectif LUCSE se meut en un collectif à part entière et ses membres se questionnent sur les modes d'action employés : bien qu'ils reconnaissent l'importance des débats théoriques, ils constatent que ceux-ci les confinent à une certaine abstraction, mobilisant un public exclusivement militant. Les membres aspirent à concrétiser leurs réflexions et à passer à l'action en s'opposant à un projet urbain leur permettant de s'engager sur le terrain et avec les habitants :es. Ils choisiront de s'opposer au projet du métrocâble et à la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) des Portes du Vercors (cf. Fig. 2)³⁴ comme un cas pratique permettant de lutter partiellement, mais de manière tangible, contre la Métropole et ses projets. Le démarrage de cette opposition à un projet de câble parcourant la presqu'île scientifique de Sassenage à Saint-Martin-le-Vinoux fait aussi l'objet d'un groupe de travail au sein duquel sont partagées les informations collectées sur le programme, les temporalités et les enjeux du projet. Encore à distance des réalités de la commune et de ses habitants :es, les militants :es tentent de trouver des indices et de braver les incohérences argumentatives qui s'imposent à elles :eux. L'enquête apparaît ici comme un exercice de justification permettant de rassembler des preuves pour argumenter le bien-fondé de leur opposition au projet. Les militants :es pointent les dommages cau-

30. Le 25 janvier 2022 au centre social le 38.

31. Le 29 mars 2022 au centre social le 38.

32. Extrait de l'entretien mené avec Mickael, membre de LUCSE et du centre Social le 38, le 6 mars 2023.

33. Amandine, membre du centre social le 38, a mené des études de sciences politiques et rédigé un mémoire sur le projet urbain de la Presqu'île Scientifique.

34. Cette opération projetait initialement la construction de 2500 logements sur une zone en partie artificialisée (friche commerciale) et en partie sur des zones agricoles concernées par des risques d'inondation. Le projet de métrocâble s'y intègre : il s'agit d'un transport en télécabine permettant de relier Saint-Martin-le-Vinoux à Sassenage en passant par la presqu'île scientifique. Ce projet compte désenclaver cette portion de la ville en reliant différentes lignes de tramway (cf. Fig. 2).

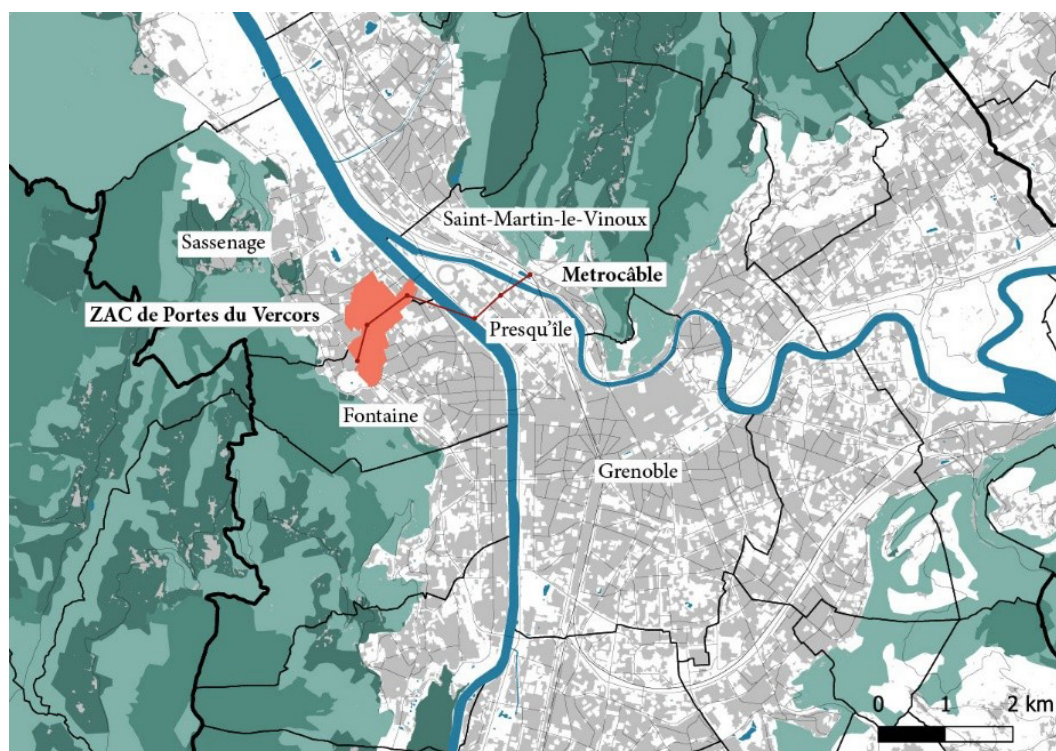


Figure 2. Carte de situation du projet du métrocâble et de la ZAC des Portes du Vercors dans l'agglomération de Grenoble. Réalisation : [auteur] (2024). Fond de carte : IGN.

sés aux dernières terres agricoles de la Métropole et accusent un projet vitrine de la technopole grenobloise à destination des ingénieurs de la presqu'île scientifique (Fig. 3). Cette phase leur permet également d'enquêter sur les équilibres politiques locaux et les groupes déjà engagés, les amenant à créer une commission « aller vers » dirigée vers la rencontre des voisin·es, élu·es ou associations locales. Au fil des mois, ces individus deviennent des acteurs centraux moteurs d'une coordination de collectifs et d'associations contre le projet à partir de l'année 2022, la coordination STOP-Métrocâble. Composée d'une diversité d'individus et de groupes (liste citoyenne d'opposition, élu·es locaux opposé·es à la majorité métropolitaine, associations écologistes, associations expertes sur les transports, etc.) ayant des modes d'action dont les membres de LUCSE sont moins coutumiers (plaidoyers auprès des élu·es, recours juridique, pétition, contre-expertises, mobilisations dans le cadre d'une procédure d'enquête publique, etc.), ils sont amenés à s'engager dans des compromis : « on préfère passer du temps à construire des cabanes, ouvrir des bâtiments vides, organiser le blocage du prochain MIPIM³⁵, ou réfléchir à la ville qu'on aimerait [pouvoir] participer à construire face au néolibéralisme ur-

35. Le Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) est l'un des plus grands événements mondiaux du secteur de l'immobilier se tenant annuellement à Cannes, jouant un rôle clé dans la promotion et le développement de projets immobiliers à l'échelle internationale. Il rassemble des investisseurs,

bain. Mais quand la voie institutionnelle nous permet d'obtenir un tant soit peu une victoire, on ne dit pas non »³⁶. Les membres de LUCSE se familiarisent alors avec certaines procédures techniques ou les documents cadres qui régissent les étapes de validation du projet urbain, échangent avec certains agents métropolitains rencontrés en réunion de concertation, assistent à des réunions avec les services de l'État et appriivoisent les procédures d'enquêtes publiques ou de recours juridiques. C'est aussi depuis cette mobilisation que les membres du collectif entrent en contact avec les dissensus politiques entre élu·es de la majorité et de l'opposition au conseil métropolitain. Le groupe s'empare également de considérations plus englobantes comme le budget des transports en commun de l'agglomération pour mettre en regard le projet de métrocâble avec d'autres priorités. Le collectif fait notamment apparaître que le projet représente la totalité du budget d'investissement du mandat pour les transports collectifs, empêchant la réalisation d'autres travaux plus urgents tels les connexions en transport public avec les territoires du sud de

des promoteur·ices, des urbanistes, mais aussi des décideur·euses publics, notamment métropolitains, qui y exposent leur territoire et leurs projets afin d'attirer des investisseurs et de nouer des partenariats. Pour plus de précisions, lire *Au marché des métropoles. Enquête sur le pouvoir urbain de la finance* (Guironnet, 2022).

36. LUCSE, « Invitation du collectif LUCSE à participer à l'enquête publique », LUCSE, le 12 décembre 2023 [en ligne], <https://lucse.gr/> (la date du dernier accès : 28 octobre 2024).

PORTES DU VERCORS : MÉTRO-CÂBLE, BOULOT, DODO

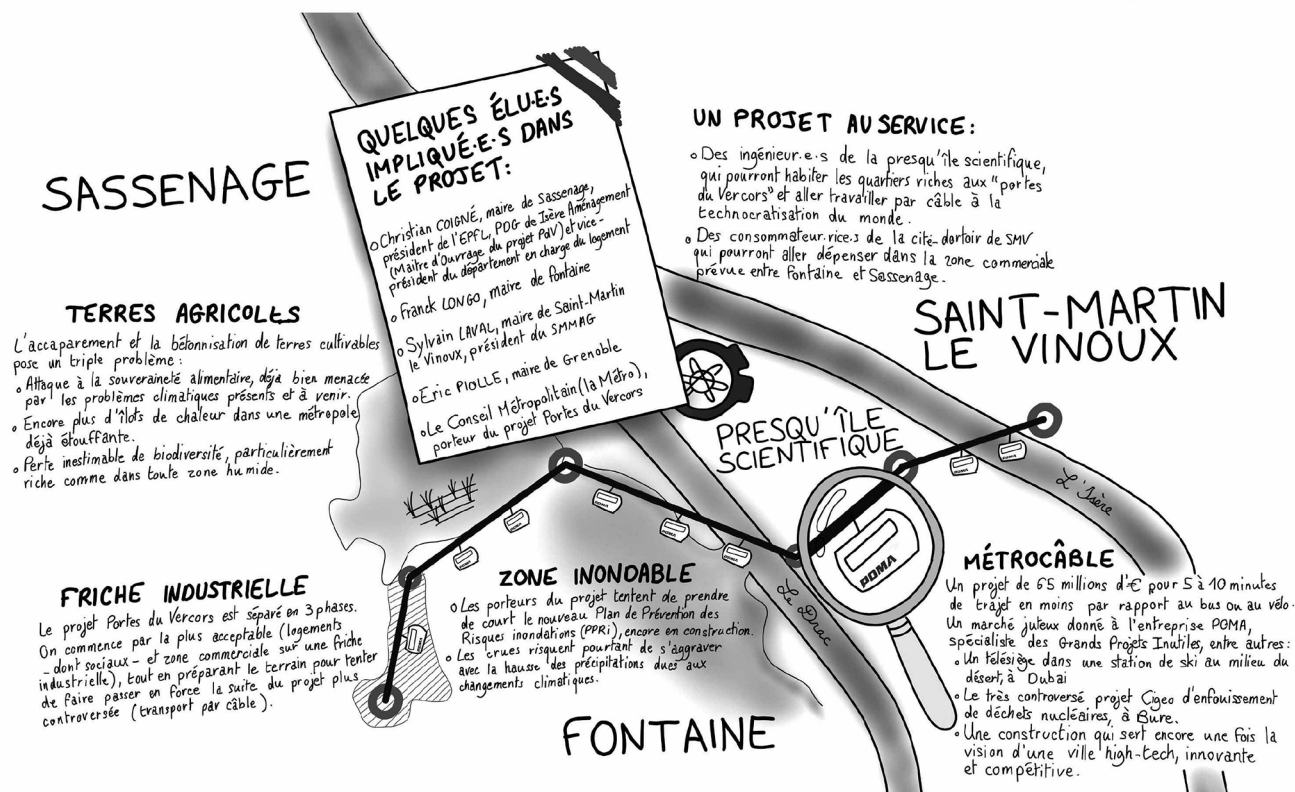


Figure 3. Schéma argumentatif dessiné par les membres de LUCSE contre le projet de métrocâble et la ZAC des Portes du Vercors pour la publication du numéro 2 de la brochure Habiter la Ville. Source : LUCSE (2021a).

la métropole. L'institution métropolitaine et ses problématiques apparaissent moins comme un ensemble écrasant que comme une somme de réalités complexes.

3.3 L'organisation d'événements publics de grande envergure

Après plusieurs mois de mobilisation, les membres de LUCSE se retirent du rôle d'animateur qu'ils endossent au sein de la coordination STOP-Métrocâble. Ce désengagement est le fruit d'une réflexion sur leur place et leur rôle dans des dynamiques qu'ils participent à impulser sans vouloir les piloter. Ce tournant les amène d'une part à diriger leurs forces vers l'occupation d'un terrain en friche et l'organisation de temps conviviaux (constructions et fabrications, carnivals, etc.) au sein de la coordination STOP-Métrocâble, mais leur permet également de se consacrer de nouveau à l'organisation d'événements publics réflexifs. C'est ce qu'ils entreprennent en organisant l'événement *Pre-nons la ville* en février 2023, dédié à l'« histoire des luttes

urbaines à Grenoble ». L'événement est centré autour d'une exposition réalisée avec des membres de l'inter-squat qui résulte d'un travail de collecte d'archives (textes, articles de presse, photos, vidéos, témoignages ou anciennes affiches) de 2003 à 2019 reconstituant la chronologie et l'histoire du mouvement squat de l'agglomération. L'événement permet l'organisation d'une présentation du livre *Dérive dans une ville créative* (Moineau et al., 2018), en présence de l'auteur, prenant comme objet la critique des clusters créatifs par la dérive situationniste, mais aussi d'une table ronde réunissant des artistes anciennement installés dans les squats qui préexistaient au quartier Bouchayer-Viallet. Le programme de la journée donne les moyens de se saisir d'une critique de la ville créative et de la gentrification, par la mise en scène et en musée d'une histoire alternative de Grenoble. La même année, le collectif organise l'événement *Prenons les terres*, constitué comme une « semaine d'action et de réflexion contre l'accaparement des terres à Grenoble et alentours ». La programmation sur plusieurs jours a permis d'associer des temps de formation collective sur des sujets tech-

niques comme la procédure d'enquête publique à partir d'une présentation de l'ouvrage *Inutilité publique* (Graber, 2022) en présence de l'auteur. Utile pour répondre aux besoins des militant·es engagé·es dans des luttes concrètes, il permet de généraliser la compréhension des phénomènes en offrant un espace de montée en généralité. Cet événement a également associé des tables rondes regroupant différents collectifs grenoblois opposés à « la bétonnisation et l'accaparement des terres agricoles », et inclut des temps revendicatifs comme des manifestations ou des occupations; ce fut le cas avec l'inauguration du *Bosquet anti-câble* sur le site du projet du Métrocâble.

Si ces temps publics se rapprochent des *Rendez-vous de LUCSE* par leur inclination à s'emparer et à vulgariser des sujets complexes sur la ville et l'urbanisme, leur publicité les distingue. Le programme articule finalement des conférences, des concerts, des expositions ou des tables rondes permettant d'inviter des acteur·ices dont l'expertise intellectuelle et militante est plus largement reconnue, transformant ces rendez-vous en rencontres à la fois plus intellectuelles et conventionnelles. Au-delà de la programmation, la diffusion large et la communication soignée de ces temps publics, organisés dans des lieux municipaux, participent de cette transformation. Il en est de même concernant le public large qui y assiste qui, s'il est composé de personnes certes sensibles aux questions soulevées (chercheur·es, étudiant·es, etc.), dépasse largement le cercle militant qui a vu naître le collectif LUCSE.

Si les collectifs comme Le Chantier ou le Dispel n'ont pas réussi à éviter leur expulsion, ou que l'occupation des Volets Verts et du 38 se sont moins appuyés sur des réflexions « contre-métropolitaines » dans leur argumentation, le collectif LUCSE a toutefois obtenu des victoires, comme celle de l'abrogation du projet de Métrocâble en 2024³⁷. Les membres de ce collectif ont ainsi largement participé à faire monter ce sujet dans les médias locaux, forçant les candidat·es aux élections législatives de tous bords à se positionner en 2022³⁸, jusqu'à mener à une tribune des acteur·ices économiques³⁹.

37. Le projet est abandonné en trois temps : le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) voté en avril 2023 bloque la création d'une Zone d'Intérêt Stratégique (ZIS) permettant la constructibilité du projet; en avril 2024, la commission d'enquête publique rend un avis défavorable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et à l'Autorisation Environnementale; le SMAG retire officiellement sa demande de DUP en décembre 2024 entérinant l'abandon du projet.

38. Le Dauphiné Libéré, « Projet de Métrocâble : donnez-nous votre avis ! », *Le Dauphiné Libéré*, le 29 octobre 2022 [en ligne], <https://www.ledauphine.com/transport/2022/10/29/isere-metropole-de-grenoble-metrocable-de-fontaine-a-saint-martin> (la date du dernier accès : 25 juillet 2025).

39. Le Dauphiné Libéré, « Acteurs économiques de la Presqu'île » : « Nous soutenons le projet Métrocâble », *Le Dauphiné Libéré*, le 8 novembre 2022 [en ligne], <https://www.ledauphine.com/transport/2022/11/08/acteurs->

4 Des enquêtes comme modes d'action

Comme le démontre la trajectoire du collectif, se mobiliser dans et contre un « problème métropolitain » s'est imposé selon des modes d'action particuliers. Ils prennent la forme d'une grande enquête collective dans laquelle les activités d'autoformation tiennent une place centrale. Les membres de LUCSE structurent finalement des dispositifs permettant de partager et diffuser des savoirs critiques sur la ville, et participent à la construction d'une expertise militante sur le fait métropolitain. La problématique métropolitaine se décompose ainsi en un ensemble de sujets qui sont autant d'opportunités d'organiser des temps publics, des rencontres. Il est utile de s'interroger sur la destination de ces espaces : à qui sont-ils réellement destinés et pourquoi? Après avoir repéré le rôle de plateforme du collectif, j'évoquerais les formats privilégiés d'expertises véhiculés par ces modes d'action et leur conséquence sur un *milieu* contestataire.

4.1 Une plateforme d'autoformation sur les questions urbaines

Comme cela vient d'être mentionné, les membres de LUCSE organisent de manière volontaire des lieux-moments de partage de connaissances critiques sur la ville pendant plus de deux ans. Si l'association initiale des membres est motivée « par l'idée de défendre des lieux menacés d'expulsion, voire de destruction et de comprendre pourquoi, comment, par qui... », cette « mise en problème » de l'EPFL puis de Grenoble-Alpes Métropole rejoint ce que dit la sociologie des problèmes publics : l'intérêt et la mobilisation des acteur·ices naissent d'un trouble partagé. Sans toutefois s'y référer explicitement, les activités menées pour y répondre s'apparentent à des pratiques d'éducation populaire visant à diffuser de manière collective et participative des savoirs, en s'inscrivant dans une perspective critique, tournée vers l'action militante. La volonté d'offrir des lieux d'apprentissage collectifs a d'abord une fonction de réassurance interne (Siméant-Germanos, 2002), à destination des personnes militantes elles-mêmes qui s'estiment incompetentes sur ces sujets : « On est des petits militants, on n'y connaît rien quoi ! »⁴⁰. C'est aussi ce que précise l'un des membres lors d'un entretien : « En explorant le thème de l'urbanisme, on s'est rendu compte qu'il y a plein de notions qu'on ne maîtrise pas [...]. Par exemple, on ne peut pas parler de gentrification sans savoir ce que c'est, du coup on a besoin de se former là-dessus. »⁴¹

Toutefois, ces activités sont aussi considérées comme des actions en soi, participant d'une stratégie plus globale d'op-

économiques-de-la-presqu-ile-nous-soutenons-le-projet (la date du dernier accès : 25 juillet 2025).

40. Propos de Joanne lors d'un entretien collectif avec les membres de LUCSE, le 16 mars 2022.

41. Propos de Lucas lors d'un entretien collectif avec les membres de LUCSE, le 16 mars 2022.

position à la fabrique urbaine néolibérale qui passe par la mise en lien des collectifs entre eux et par la compréhension des enjeux urbains à une certaine échelle, tel que le précise le collectif :

[E]n essayant de mieux comprendre les processus à l'œuvre dans la fabrique de cette ville, et qui nous révoltent : étalement, métropolisation, gentrification, violences systémiques ancrées dans le tissu urbain... [...] En portant de nouvelles actions pour nous réapproprier la ville et mettre des bâtons dans les rouages de la machine urbanisante. [...] LUCSE est un collectif [qui] a pour but de faire du lien entre des luttes et des lieux solidaires [...] et d'acquérir une vision globale des dynamiques en cours dans l'agglomération grenobloise. Nous pensons que, pour peser face aux institutions et aux pouvoirs publics qui suivent une logique agressive et contre-démocratique de l'aménagement du territoire, il est important de montrer que les luttes ne sont pas isolées, et qu'elles nous concernent toutes.⁴²

Ainsi, il est utile de pointer que LUCSE agit comme une plateforme d'autoformation militante, ne dissociant jamais vraiment la question de l'apprentissage de celle de la mise en lien des collectifs. Ses membres qualifient eux-mêmes leur rôle d'animation des « espaces de lutte » : « [I]l y a un rôle [...] d'animer les espaces de lutte et peut-être de dynamisation, [...] les événements publics qu'on a fait ça a été beaucoup ça. Ça a créé à la fois de la joie collective mais aussi, enfin, de se rendre compte qu'on a un pouvoir d'agir quand même sur certains trucs même si le résultat c'était essentiellement [...] donner de l'énergie peut-être à d'autres collectifs ou d'autres gens ». L'observation longue de la trajectoire de LUCSE montre comment ce collectif met en œuvre des lieux-moments plus ou moins publics, permettant de se mettre en réseau avec différentes composantes du milieu militant.

Cette dimension peut notamment se comprendre en s'intéressant au contenu des dispositifs mis en œuvre. En effet, les premiers moments de l'enquête de LUCSE s'appuient sur l'écriture d'une brochure qui permet à la fois de se connecter avec des mobilisations du territoire par la commande d'un texte, de transmettre les résultats d'une recherche collective mais aussi de maintenir la mobilisation et d'échelonner les ambitions du groupe, composé à ses débuts de différents collectifs. Projeter la production d'un objet comme l'organisation d'un événement public donne des raisons de s'investir, tandis qu'écrire à plusieurs permet de scander le temps de la mobilisation en proposant des rendez-vous de travail réguliers tout en ayant l'espace (textuel) nécessaire pour en re-

tracer l'histoire. L'organisation même du contenu de la brochure est à l'image de ce qui se déroule au sein des *Rendez-vous de LUCSE* et des tables rondes programmées lors des événements publics où des invité·es sont convié·es à témoigner et à mettre en récit leur expérience. Il en est de même pour l'invitation d'un·e auteur·e, la diffusion d'un documentaire ou l'organisation d'une exposition : la dominante de ces espaces est finalement plus narrative que dédiée à l'apprentissage rigoureux de notions complexes, permettant d'exposer des processus singuliers de résistance mais aussi de se réapproprier une histoire urbaine depuis le vécu des mobilisations.

Ces éléments se rapprochent de ce que Justo Serrano-Zamora nomme des *pratiques épistémiques* qui peuvent s'apparenter à la mobilisation de techniques narratives, comme la production de témoignages ou le *storytelling*, ou le recours à des méthodes d'enquêtes « hautement politisées », comme peuvent l'être les enquêtes ouvrières ou le modèle de la *conricerca* (Borio et al., 2007). Cette dimension narrative participe d'un effet plateforme renforcé par le caractère « automédiatique » du collectif LUCSE qui orchestre et fabrique par lui-même les canaux de diffusion de ces savoirs. Si la brochure est un premier support, le collectif mobilise également un blog et a recours aux réseaux sociaux sur lesquels ses membres diffusent des textes et des communiqués mais aussi des vidéos qu'ils se sont attelés à produire afin de raconter en images les manifestations qu'ils ont organisées (vélorution ou occupation itinérante). De la même manière, le collectif s'emploie à inviter des auteur·es de livres et de documentaires diffusées par des maisons d'édition et des sociétés de production associatives qui, dans le cas des productions papiers, participent à la diffusion de leur collection en tenant des tables de presse lors des événements publics organisées par LUCSE.

Le caractère « plateforme » de LUCSE consiste en la mise en réseau et en lien, en l'animation des « espaces de luttes » et d'un public reconfiguré, notamment par la diffusion de savoirs destinés à soutenir les luttes locales, puis par leur intégration dans la transmission de récits et de discours d'actions locales et d'expériences vécues. La mise en récit, pour fabriquer de l'émotion et donner du sens à des réalités éparées, valorise des productions écrites ou filmées à la croisée de l'ethnographie, de la recherche en sciences sociales et du manifeste politique faisant appel parfois à des figures de l'individu enquêteur-auteur-militant qui nous interrogent sur le rapport à l'expertise. Nous verrons dans une dernière partie si ces mises en récit peuvent se conjuguer avec des formes d'expertises.

4.2 La métropole, animation d'une scène d'expertises militantes

La question de l'expertise est importante pour qualifier ces modes d'action qui ne sont pas à l'initiative de professionnel·es engagé·es ou de militant·es professionnalisés·es.

42. LUCSE, « Qui sommes-nous ? », *LUCSE*, janvier 2023 [en ligne], <https://lucse.gr/qui-sommes-nous/> (la date du dernier accès : 28 octobre 2021).

C'est ce que nous explique un militant du centre social le 38 et membre de LUCSE :

Ce que ça essaye de faire, c'est assez rare et précieux [...] je connais assez peu d'autres exemples de collectifs qui assument le côté lutte urbaine autour des questions d'aménagement [...]. Souvent quand ça existe, c'est tenu par des associations de quartiers plutôt citoyennistes ou des gens prof d'architecture. À Genève par exemple, il y a un truc un peu comme ça, mais c'est [...] un truc d'assos de quartier tenu par une prof en école d'archi, qui suit toutes les histoires urbanistiques genevoises⁴³.

L'enquête menée à une échelle métropolitaine n'opère pas comme un organe de soutien technique à plusieurs mobilisations qui permettrait d'aider à la réalisation de contre-projets, à l'anticipation d'un recours en justice ou au décryptage des procédures réglementaires. Aussi, à la différence des expériences influencées par le *community organizing* ou les pratiques d'*empowerment*, il n'est pas question de prendre appui sur des dispositifs institutionnels de démocratie participative tels les *tables de quartiers* ou les *conseils citoyens indépendants*⁴⁴. Malgré la volonté affichée de créer des liens avec les habitant·es et d'organiser des événements dans des quartiers et communes moins connus de l'agglomération, ces initiatives n'ont jamais été mises en œuvre. Les événements publics critiques proposés par l'enquête de LUCSE restent ainsi confinés à un public intellectuel et militant avec lesquels les acteur·ices ont l'habitude de traiter. À distance des intermédiaires de la participation et animés par un positionnement « tout contre » les institutions, la construction d'un répertoire sur la participation des habitant·es dans les processus d'aménagement est aussi difficile à lire. Dans le cas de l'opposition au métrocâble, leur rôle est moins d'aider à la reconnaissance d'une parole citoyenne que de s'employer à l'ouverture d'une controverse.

De la même manière, si Philippe (architecte) et Laurène (urbaniste) participent au début de l'enquête, iels n'ont pas poursuivi leur engagement sur le long terme et n'ont pas profité des temps publics organisés par la suite pour s'impliquer davantage. D'ailleurs, il est à noter que leurs apports à la

commission EPFL ne conviennent pas entièrement à la demande du reste du groupe. Des outils de l'urbanisme opérationnel peuvent toutefois être importés par des acteur·ices « autodidactes », comme ce fut le cas à l'occasion du dernier « week-end de LUCSE » où l'une des membres animait un atelier de prospective territoriale. Après des explications sur l'origine et l'utilisation institutionnelle de cet outil, les participant·es en ont transposé l'usage par petits groupes pour travailler sur les imaginaires de la ville post-capitaliste. Mis à part quelques apports de l'intérieur, le collectif se repose plutôt sur ses connexions avec des expert·es extérieur·es leur permettant de se consacrer selon elles·eux à des revendications *qualitatives* :

[I]l y a beaucoup ce truc aussi d'être attentif un peu à un truc sensoriel, un peu un truc de l'habiter, du ressenti, et du coup de ne pas trop tomber dans un truc trop technique [...] On se bat aussi pour garder un cadre de vie, un truc qui soit pour les gens [...]. Sur la première brochure là [...] sur l'EPFL, au final le groupe qui s'est mis à écrire c'était plutôt [...] une fille qui avait bossé à l'EPFL avant mais pas de Grenoble, un archi, [...] c'était des gens qui avaient des connaissances techniques qui ont bossé dessus. Là il y a Didier Moineau, enfin il y a des contacts qui se prennent et je trouve ça trop chouette parce que c'est des gens qui ont plein de connaissances et [...] nous on n'a pas toutes ces connaissances mais j'ai l'impression qu'on a aussi assez les billes pour critiquer certaines choses sans avoir forcément des concepts à amener derrière [...] pour dire concrètement là les habitants, concrètement là le cadre de vie il est mal géré.⁴⁵

Comme on peut le lire et malgré l'absence de figures professionnelles engagées sur le long terme, l'enquête menée ouvre un espace pour l'implication de figures expertes, notamment académiques et militantes. Ces analyses correspondent aux formats d'échange privilégiés par le collectif : cycles de conférence, week-ends de réflexion, soirées-débats, diffusions de film, présentations d'ouvrage, tables rondes, etc. Ces événements offrent une tribune à des militant·es doté·es d'une capacité à manipuler des discours intellectuels et des notions complexes. Ces intervenant·es se distinguent par leur aptitude à mobiliser des références à des travaux conceptuels et des auteur·es critiques, ainsi que par leur engagement dans des mobilisations reconnues, tant à l'échelle nationale qu'au sein de l'agglomération. Les événements permettent également de donner la parole à des auteur·es situé·es à l'intersection entre les registres savants et militants. De ces rencontres publiques émerge une certaine économie de la grandeur, marquée par les logiques de la société connexionniste telles que théorisées par Boltanski et

43. Propos de Mickael lors d'un entretien le 6 mars 2023.

44. Les Conseils Citoyens Indépendants (CCI) sont des dispositifs participatifs instaurés en France par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine en 2014 dans les « quartiers prioritaires » de la politique de la ville, dite Lamy. Ce dispositif s'inspire des « tables de concertation » proposées dans le rapport *Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires* produit par Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache en 2013 et inspirées du modèle québécois, ce dernier étant conçu comme un lieu d'échange et de proposition initié par les acteurs associatifs eux-mêmes. Les CCI à Grenoble sont spécifiquement appelés « Tables de quartiers », tandis que la municipalité développe des Conseils Citoyens Indépendants dans chacun de ces quartiers, au-delà de la géographie prioritaire de la politique de la ville.

45. Propos de Lucas lors d'un entretien collectif avec les membres de LUCSE, le 16 mars 2022.

Chiapello (1999), le collectif LUCSE jouant un rôle au cœur de ces circulations et d'un réseau qu'il tend à rassembler :

[L]e fait qu'on soit en lien avec plein d'autres collectifs qui, eux, ont peut-être plus d'expertises sur des points précis, ça nous donne une position justement pas d'experts mais plutôt de... De mise en lien. Je crois que le thème de l'urbanisme il n'a pas été choisi par hasard, j'ai l'impression que c'était comme une forme d'opportunisme dans le sens où on a réalisé que ça reliait énormément de luttes, et pas seulement des luttes écologiques, aussi des luttes liées au logement, des luttes liées... [...]. Je pense c'est ce qui fait notre force d'être capable de dire bon, en fait le DAL ils sont beaucoup plus calés que nous au niveau du logement et donc plutôt que d'écrire nous-mêmes une brochure ou faire une action particulière de notre côté, on va la construire avec ce collectif-là parce qu'ils sont plus légitimes [...] en tout cas ils s'y connaissent mieux (LUCSE, 2021a).

Finalement, les membres de LUCSE estiment détenir un « point de vue politique qui [...] manque » (LUCSE, 2021b) à d'autres acteurs, tels que le collectif d'architectes récemment installé dans la région qui les invite à une rencontre sur un week-end en septembre 2021. Les espaces qu'ils ouvrent dans le cadre de leur enquête s'apparentent à des dispositifs de formation à la critique, où les informations recueillies sont déconstruites à l'aune d'un ancrage politique écologiste et anticapitaliste radical, partagé dans un milieu préexistant qu'ils participent à consolider. Ces pratiques visent enfin à créer des espaces de réflexion pour (re)politiser la question urbaine, reposant sur l'hypothèse implicite que la métropole et l'aménagement urbain seraient « dépolitisés ». Les acteurs cherchent ensemble les moyens de dépasser les paravents techniques ou experts qui « naturalisent » l'action urbanistique et la gouvernance locale. Ces réflexions, portées par des groupes qui trouvent occasion et plaisir à être ensemble, motivent l'enquête et rejoignent, sans que les acteurs ne le citent toutefois, le concept d'une ville post-politique développé par Swyngedouw (2009).

5 Conclusion

Ce travail met à l'épreuve les liens entre action collective et territoire à partir d'une enquête ethnographique menée au sein d'un collectif mobilisé contre Grenoble-Alpes Métropole, le collectif LUCSE. En nous appuyant sur les théories de l'enquête issues de la philosophie et de la sociologie pragmatiste, nous avons montré que, dans ce cas, l'enquête ne se contente pas de sa fonction traditionnelle d'interroger et de constituer un public autour d'un problème partagé; elle y devient également un véritable mode d'action répondant à la complexité de s'organiser à cette échelle. Mobilisant une

diversité de collectifs, de thématiques et de pratiques d'auto-formation, nous avons montré comment ce collectif chemine en instaurant des espaces d'enquêtes collectives qui évoluent des commissions discrètes en interne à l'organisation d'événements publics à tonalité culturelle. La géographie de l'action de la chercheuse engagée dans une démarche participante apparaît également dans cet article qui reconnaît une présence et une implication dans la production de connaissances situées tout en se tenant à distance d'une posture de recherche militante, épousant la critique des acteurs. Ces dernières sont relatives à différents niveaux de conflits, à la fois situés contre la destruction d'espaces à défendre, mais aussi en réseau contre l'échelle métropolitaine et ses institutions.

La Grenoble-Alpes Métropole et le processus de métropolisation apparaissent moins comme un objet de lutte en soi qu'un outil cognitif et scalaire permettant de fédérer divers collectifs autour de critiques partagées. La relative abstraction avec laquelle elle est abordée permet de rassembler des causes et des griefs variés, de simplifier leur analyse et de favoriser leur diffusion. Le cadrage métropolitain constitue également pour les militants un outil politique pour interpréter les transformations urbaines et structurer une diversité de problèmes vécus. Rejoignant des analyses critiques de la métropolisation, les militants articulent des diagnostics de l'accumulation capitaliste et de la dépolitisation institutionnelle. Enfin, la question métropolitaine devient aussi un vecteur de réflexivité territoriale et de ré-ancrage collectif. Toutefois, cette approche soulève des défis : les enquêtes révèlent une configuration du public centrée sur des problématiques militantes radicales, avec une présence marquée d'experts militants. Ces dynamiques influencent la saisie concrète de la métropole comme institution et espace de gouvernance, tout en contribuant à renforcer sa réalité politique à travers la critique. Ce travail ouvre des perspectives sur l'importance de l'enquête comme mode d'action au sein des mobilisations urbaines, mais aussi sur les limites de la territorialisation des actions militantes. Il invite à explorer davantage comment ces collectifs parviennent (ou non) à étendre leurs pratiques au-delà des noyaux localisés et à interroger la capacité de ces luttes à s'organiser concrètement dans un contexte de centralisation et de complexité croissante des enjeux métropolitains.

Disponibilité des données. Les données mobilisées dans cet article ne sont pas rendues accessibles en libre accès. Elles reposent sur des matériaux d'enquête qualitative (entretiens, observations, notes de carnets de terrains) collectés auprès de personnes physiques impliquées dans des mobilisations locales et des processus politiques. Ces données contiennent, directement ou indirectement, des données à caractère personnel et sensibles au sens du Règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment liées aux opinions politiques, engagements militants et positions institutionnelles des personnes enquêtées. Même après anonymisation, ces

matériaux présentent un risque élevé de ré-identification par recoupement (lieux, temporalités, trajectoires militantes ou institutionnelles), compte tenu du caractère situé des terrains et du nombre restreint d'acteurs concernés. Leur diffusion publique pourrait ainsi porter atteinte à la vie privée, aux libertés individuelles et à la sécurité des personnes enquêtées.

Intérêts concurrents. Les auteurs déclarent qu'ils n'ont aucun conflit d'intérêts.

Clause de non-responsabilité. Publisher's note : Copernicus Publications remains neutral with regard to jurisdictional claims made in the text, published maps, institutional affiliations, or any other geographical representation in this paper. While Copernicus Publications makes every effort to include appropriate place names, the final responsibility lies with the authors. Views expressed in the text are those of the authors and do not necessarily reflect the views of the publisher.

Remerciements. Je remercie vivement les personnes enquêtées mentionnées dans cet article pour m'avoir permis de réaliser ce travail, ainsi que celles et ceux qui ont pris le temps de relire ce texte.

Contrôle par les pairs. Cet article a été édité par Laura Péaud et évalué par deux experts dans le cadre d'une double évaluation à l'aveugle.

Références

- Aguilera, T. : « Contre la métropole et son monde » : mouvements d'occupation et ZAD en France au XXI^e siècle, dans : Nouvelle sociologie politique de la France, édité par : Frinault, T., Le Bart, C., et Neveu, E., Armand Colin, Paris, 215–227, <https://doi.org/10.3917/arco.frina.2021.01.0215>, 2021.
- Alinsky, S. D. : Rules for Radicals : A Practical Primer for Realistic Radicals, Vintage Books, New York, ISBN 978-0-394-71736-4, 1971.
- Auyero, J. : L'espace des luttes, Actes de la recherche en sciences sociales, 160, 122–132, <https://doi.org/10.3917/arss.160.0122>, 2005.
- Bacqué, M.-H. et Biewener, C. : L'empowerment, une pratique émancipatrice, La Découverte, Paris, p. 175, <https://doi.org/10.3917/dec.bacqu.2015.01>, 2013.
- Besse, L., Chateigner, F., et Ihaddadene, F. : L'éducation populaire, Savoirs, 42, 11–49, <https://doi.org/10.3917/savo.042.0011>, 2016.
- Boltanski, L. et Chiapello, È. : Le nouvel esprit du capitalisme, Gallimard, Paris, p. 843, ISBN 9782070131525, 1999.
- Borio, G., Pozzi, F., et Roggero, G. : Conricerca as Political Action, dans : Utopian Pedagogy : Radical Experiments Against Neoliberal Globalization, édité par : Côté, M., Day, R. J. F., et de Peuter, G., University of Toronto Press, Toronto, 163–185, ISBN 978-0802086754, 2007.
- Bouba-Olga, O. et Grossetti, M. : La mythologie CAME (Compétitivité, Attractivité, Métropolisation, Excellence) : comment s'en désintoxiquer ?, <https://hal.science/hal-01724699v2/document> (la date du dernier accès : 17 novembre 2025), 2018.
- Brenner, N. : New State Spaces : Urban Governance and the Rescaling of Statehood, Oxford University Press, Oxford, p. 351, <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199270057.001.0001>, 2004.
- Cefaï, D. : Publics, problèmes publics, arènes publiques..., Questions de communication, 30, 25–64, 2016.
- Cefaï, D. et Lafaye, C. : Lieux et moments d'une mobilisation collective : le cas d'une association de quartier, dans : Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes publiques, édité par : Trom, D., École des hautes études en sciences sociales, coll. « Raisons pratiques », Paris, 195–228, ISBN 978-2-7132-1412-7, 2001.
- Cefaï, D. et Terzi, C. (éds.) : L'expérience des problèmes publics, École des hautes études en sciences sociales, coll. « Raisons pratiques », Paris, p. 384, ISBN 978-2-7132-2338-9, 2012.
- Cefaï, D., Boukir, K., Ghis Malfilâtre, M. et Veniat, C. : Présentation : en quoi le pragmatisme nous aide-t-il à mieux expliquer et comprendre les problèmes publics ?, Sociologie et sociétés, 51, 5–31, 2019.
- Combes, H., Garibay, D., et Goirand, C. : Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa, coll. « Questions transnationales », Paris, Karthala, p. 410, ISBN 978281115371, 2016.
- Comby, J.-B. et Dubuisson-Quellier, S. (éd.) : Mobilisations écologiques, Paris, Presses universitaires de France, p. 97, ISBN 978-2-13-062966-5, 2023.
- Cossart, P. et Talpin, J. : Lutte urbaine : participation et démocratie d'interpellation à l'Alma-Gare, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, p. 346, ISBN 9782365120708, 2015.
- Dau, É., Parisse, J., et Porte, E. : Au sein des listes participatives, la dimension méthodologique a été envisagée comme une promesse politique en elle-même, Cahiers de l'action, 57, 80–88, 2021.
- Deboulet, A. et Nez, H. (éds.) : Savoirs citoyens et démocratie urbaine, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Res publica », p. 138, <https://doi.org/10.4000/books.pur.71211>, 2013.
- Desage, F. et Guéranger, D. : La politique confisquée : sociologie des réformes et des institutions intercommunales, Éditions du Croquant, collection Savoir/Agir, Paris, p. 248, ISBN 978-2-914968-86-7, 2011.
- Devisme, L., Urbanographie/urbanologie : les traverses de la fabrique urbaine, thèse, ENS Lyon, <https://shs.hal.science/tel-01711013v1> (la date du dernier accès : 6 janvier 2026), 2014.
- Dewey, J. : Logique : la théorie de l'enquête, Presses universitaires de France, Paris, p. 694, ISBN 978-2130451761, 1938 [1993].
- Dodier, N. et Baszanger, I. : Totalisation et altérité dans l'enquête ethnographique, Revue Française de Sociologie, 38, 37–66, <https://doi.org/10.2307/3322372>, 1997.
- Garnier, L. : Saisir la métropole : ethnographies de scènes contestataires de l'aménagement urbain métropolitain à Nantes et Grenoble, thèse de doctorat, Nantes Université, Nantes, p. 582, <https://theses.hal.science/tel-04960696v1> (la date du dernier accès : 8 janvier 2026), 2024.
- Gaudin, O. : Reconstruction en écologie ? John Dewey : vivre une expérience, définir des situations, faire l'environnement, Eco-Rev', 52, 111–128, 2022.

- Geerkens, É., Hatzfeld, N., Lespinet-Moret, I., et Vigna, X. : Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine, La Découverte, Paris, p. 456, ISBN 9782707199843, 2019.
- Graber, F. : Inutilité publique : histoire d'une culture politique française, Éditions Amsterdam, Paris, p. 191, ISBN 978-2-35480-255-4, 2022.
- Guironnet, A. : Au marché des métropoles. Enquête sur le pouvoir urbain de la finance, Ronchin, Éditions Les Étaques, p. 208, ISBN 978-2-490205-09-7, 2022.
- Halbert, L., Pinson, G., et Sala-Pala, V. : Contester la métropole, *Métropoles*, 28, <https://doi.org/10.4000/metropoles.7769>, 2021.
- Lapassade, G. : Observation participante, dans : *Vocabulaire de psychosociologie*, édité par : Barus-Michel, J., Enriquez, E., and Lévy, A., Érés, Toulouse, 375–390, <https://doi.org/10.3917/eres.barus.2002.01.0375>, 2002.
- Lefebvre, H. : Le droit à la ville, Anthropos, Paris, p. 190, ISBN 978-2717857085, 1968.
- Lefebvre, H. : La production de l'espace, *L'Homme et la société*, 31–32, 15–32, <https://doi.org/10.3406/homso.1974.1855>, 1974.
- Lefebvre, H. : La production de l'espace, Paris, Anthropos, p. 485, <https://doi.org/10.3406/homso.1974.1855>, 2000.
- LUCSE : Pour la défense de nos espaces, *Habiter la ville*, no. 1, [En ligne], <https://lucse.gr/habiter-la-ville-1-pour-la-defense-de-nos-espaces/>, (la date du dernier accès : 5 janvier 2026), 2021a.
- LUCSE : Défier la Métro, *Habiter la ville*, no. 2, [En ligne], <https://lucse.gr/habiter-la-ville-2/> (la date du dernier accès : 5 janvier 2026), 2021b.
- Lussault, M. : Controverses spatiales : des situations pour appréhender les espaces d'actes, *Villes en parallèle*, 32–34, 149–159, <https://doi.org/10.3406/vilpa.2001.1335>, 2001.
- Massey, D. B. : *Spatial Divisions of Labour : Social Structures and the Geography of Production*, Macmillan, London, xi + p. 339, ISBN 978-0333214985, 1984.
- Melé, P. : Quels territoires pour l'action ?, dans : *Espaces de vie, espaces enjeux*, édité par : Bonny, Y., et al., Presses universitaires de Rennes, Rennes, <https://doi.org/10.4000/books.pur.34459>, 2012.
- Mele, P. : Conflits de proximité et dynamiques urbaines, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Géographie sociale », p. 431, <https://doi.org/10.4000/books.pur.27301>, 2013.
- Merklen, D. et Pleyers, G. : La localisation des mouvements sociaux, *Cahiers des Amériques latines*, 1, 25–37, 2011.
- Moineau, D., Picaud, C., et Préfacier Clerval, A. : *Dérive dans une « ville créative » : récit subjectif, critique, politique, partisan, radical, punk, anarchiste et à la limite de la mauvaise foi des transformations urbaines à Grenoble*, CMDE, Toulouse, p. 104, ISBN 979-10-90507-26-5, 2018.
- Peneff, J. : Le goût de l'observation : comprendre et pratiquer l'observation participante en sciences sociales, La Découverte, Paris, p. 385, ISBN 9782707156631, 2020.
- Pinson, G. : Gouverner la ville par projet : Urbanisme et gouvernance des villes européennes, Presses de Sciences Po, Paris, <https://doi.org/10.3917/scpo.pinso.2009.01>, 2009.
- Pinson, G. : La ville néolibérale, Presses Universitaires de France, Paris, p. 160, ISBN 978-2-13-082519-7, 2020.
- Pinson, G. et Luce, M. : La métropole incontestable ? Métropolisation et mobilisations à Bordeaux, Autrement, Les cahiers POPSU, p. 125, ISBN 978-2-7467-5709-7, 2023.
- Poujol, G. : Éducation populaire : une histoire française, Hermès, La Revue, 42, 126–130, 2005.
- Ravelli, Q. : Un chaos organisé. La grappe de ronds-points comme structure politique souple, *Condition humaine/Conditions politiques*, 1, <https://doi.org/10.56698/chcp.141>, 2020.
- Ripoll, F. : S'approprier l'espace ... ou contester son appropriation ?, *Noréis*, 195, 29–42, <https://doi.org/10.4000/noréis.489>, 2005.
- Roux, A. : Community organizing : une méthode « résolument américaine » ?, *Mouvements*, 85, 54–64, 2016.
- Serrano-Zamora, J. : Approfondir la démocratie avec John Dewey. Luttres contre l'injustice, pratiques épistémiques et mouvements sociaux, *Pragmata*, 2, 63–110, 2019.
- Simeant-Germanos, J. : Friches, hybrides, et contrebandes : sur la circulation et la puissance militante des discours savants, dans : *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, édité par : Simeant-Germanos, J., L'Harmattan, Paris, 17–53, ISBN 2-7475-1982-1, 2002.
- Swyngedouw, E. : The Antinomies of the Postpolitical City : In Search of a Democratic Politics of Environmental Production, *Int. J. Urban Reg. Res.*, 33, 601–620, 2009.
- Trom, D. : De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative, *Revue française de science politique*, 49, 31–50, 1999.
- Zask, J. : L'enquête sociale comme interobjectivation, dans : *La croyance et l'enquête*, édité par : Karsenti, B. et Quéré, L., École des hautes études en sciences sociales, Paris, 141–163, <https://doi.org/10.4000/books.editionsehess.11161>, 2004.